Tout ou rien : Hong Kong peut montrer l'exemple en Asie en apportant son soutien au programme de certification pour sauver les stocks mondiaux de poissons[1]

Shelley Clarke[2]

On s'accorde largement à reconnaître que les effets conjugués de la surpêche, de la pollution et même des changements climatiques constituent une menace pour les stocks mondiaux de poissons. Bien que ces problèmes puissent sembler isolés et insolubles, ils concernent tous ceux d'entre nous qui consomment des produits de la mer, que ce soit en toute connaissance de cause ou pas, et ce à chaque fois que nous avons un poisson dans notre assiette.

Les poissons sont sans doute les denrées alimentaires les moins visibles, les plus migratoires et les plus difficiles à règlementer. La gestion des pêches est encore à un stade embryonnaire pour beaucoup d'États côtiers, qui possèdent de riches ressources halieutiques mais des capacités limitées, aussi bien aux niveaux scientifique et administratif que financier. À l'autre extrême se trouvent les organisations régionales de gestion des pêches qui sont chargées de la gestion de certaines des espèces de grande valeur commerciale, comme le thon, l'espadon et la morue. Cependant, même ces organisations n'ont pas pu éviter l'appauvrissement important des stocks.

Cela s'explique, entre autres, par des données lacunaires. Comme le savent tous ceux qui ont lu, ou vu l'adaptation filmique de *En Pleine Tempête*, les pêcheurs ont tout intérêt à ne pas dire, autant que possible, où, quand, ni comment ils capturent le poisson. Cela peut créer des écarts énormes entre les chiffres et la réalité, puisque les pêcheurs ne déclarent pas toutes les prises d'espèces ciblées, afin de rester en dessous des limites réglementaires.

De plus, les opérations de pêche pirates ou illégales qui, selon les estimations, peuvent représenter jusqu'à 19 % des prises totales, ne sont déclarées nulle part. Il est nécessaire d'émettre des hypothèses afin de modéliser mathématiquement toutes les évolutions des populations de poissons, et ces hypothèses ne font qu'aggraver les problèmes de qualité de données. Étant donné l'inexactitude fréquente des résultats obtenus à partir de ces modèles, il n'est pas surprenant que, là où certains scientifiques voient un stock en diminution, d'autres ne voient aucune nécessité de réduire les efforts de pêche. Même lorsque tous les scientifiques sont d'accord, leurs injonctions de réduire les prises accessoires sont souvent ignorées du fait des répercussions politiques résultant de la réduction des quotas.

Hong Kong a obtenu des résultats médiocres en matière de gestion des pêches. En 1998, il a été vivement recommandé aux autorités locales de commencer à attribuer des licences aux navires de pêche, mais celles-ci n'en ont toujours rien fait. Son plan de gestion des pêches est l'un des moins élaboré d'Asie. Bien que Hong Kong ne soit manifestement pas une puissance majeure en matière de pêche, son impact global sur les stocks de poissons est disproportionné par rapport à sa taille. Pendant des années, la ville a grassement tiré profit du commerce d'ailerons de requins, de poissons de récif vivants et d'ormeaux ; certaines de ces espèces sont désormais inscrites sur les listes de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Les autorités locales affirment que la gestion de ces ressources relève de la responsabilité des pays producteurs. Toutefois, bon nombre de ces pays ont des capacités de gestion insuffisantes, voire inexistantes.

Hong Kong devrait prendre conscience que le seul moyen de garantir la viabilité de ces espèces est peut-être de surveiller leur commercialisation de manière plus efficace. Cependant, dans le cas des poissons de récif vivants, toutes les espèces, à l'exception du napoléon, arrivent généralement par bateau en provenance de l'Asie du Sud-Est. Il n'est pas obligatoire de les signaler aux douanes et il est possible de les déclarer ou non, selon la bonne volonté de chacun.

Parallèlement, des perspectives prometteuses sont en cours de développement au niveau de la demande en gestion des pêches. A titre d'exemple, le Marine Stewardship Council (Conseil de gestion de l'environnement marin), un conseil à but non lucratif et indépendant, a permis d'établir un partenariat entre les scientifiques, les pêcheurs, les entreprises et les consommateurs. Ce conseil dirige un système d'éco-étiquetage international pour les poissons capturés en milieu naturel qui respectent des normes rigoureuses de viabilité. Vingt-six espèces dans le monde, soit 7 % des prises mondiales de produits de la mer comestibles, sont soit certifiées, soit évaluées actuellement par le *Marine Stewardship Council*.

Il y a quelques années, *Wal-Mart*, le plus grand établissement de vente au détail au monde, a annoncé qu'il envisageait d'acheter la totalité de ses poissons frais et congelés à des pêcheries certifiées par le *Marine Stewardship Council* (MSC) dans un délai de 3 à 5 ans. Le MSC s'est d'abord établi en Europe et aux États-Unis d'Amérique, et vient d'inaugurer son antenne au Japon et a pu ainsi lancer plusieurs produits dans ce pays et à Hong Kong.

Le grand intérêt du modèle proposé par le MSC est qu'il court-circuite le blocage politique qui paralyse la plupart des systèmes de gestion de ressources halieutiques. À partir du moment où l'on juge qu'une pêcherie respecte les normes du MSC, les consommateurs – y compris la grande distribution et le secteur de la restauration – peuvent décider d'apporter leur soutien à cette pêcherie en achetant ses produits.

Ce n'est en aucun cas de l'altruisme. Contourner les dangers qui menacent la chaîne d'approvisionnement en ac-

1. Cet article a déjà été publié dans le *South China Morning Post* du 25 Octobre 2007.
2. Chercheur invitée, Imperial College, Londres. Courriel : shelley.clarke@imperial.ac.uk

quérant des produits de la mer durables représente un intérêt commercial qui devrait avoir autant de poids sur le marché asiatique qu'en Europe ou aux États-Unis.

Hong Kong doit admettre son rôle dans les difficultés que rencontrent actuellement les pêcheries, ainsi que son rôle potentiel dans la solution de ces problèmes. Le MSC offre aux entreprises locales et aux groupes de consommateurs la possibilité d'encourager directement la gestion saine des ressources marines en achetant les produits certifiés et de montrer ainsi l'exemple à l'Asie.

Réunion de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI) consacrée aux concentrations de poissons en période de frai

Yvonne Sadovy[1]

La dernière Assemblée générale de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI) s'est tenue du 12 au 15 janvier 2010 à Monaco. Une des séances, organisée par Éric Clua du CRISP (Initiatives corail pour le Pacifique), a porté spécifiquement sur les activités de pêche. Parmi les thèmes abordés figuraient les changements climatiques et leurs incidences potentielles sur les activités de pêche récifale (Philip Munday, de l'Université James Cook), les requins en tant qu'espèces vulnérables (Éric Clua) et un récapitulatif de l'atelier sur le commerce des poissons de récifs vivants destinés à la restauration, qui s'est récemment tenu à Hong-Kong (Kelly Milton, administration des États-Unis d'Amérique). La vulnérabilité des concentrations de frai des poissons récifaux face à la pêche non contrôlée et la question des espèces menacées ont été abordées par Yvonne Sadovy (de la *Society for the Conservation of Reef Fish Aggregations* (SCRFA) et de l'université de Hong Kong).

Il a été souligné combien il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur la gestion des activités de pêche récifale, et un Comité *ad hoc* de l'ICRI a été créé à l'occasion de cette réunion. Bien que ces activités jouent un rôle extrêmement important dans les pays tropicaux, en termes de moyens de subsistance et de sécurité alimentaire, ni les pouvoirs publics, ni les organisations non gouvernementales ne veillent à ce que leur gestion soit menée avec efficacité, et peu de ces activités sont assurées par les autorités régionales chargées de la gestion des ressources halieutiques.

Parmi toutes les activités de pêche récifale, la gestion des concentrations de poissons pour le frai requiert davantage d'attention. Ces concentrations sont constituées de poissons vendus dans le commerce, et certaines espèces sont aussi naturellement fragilisées par la pêche. En dépit de leur importance, la gestion de ces activités est rarement efficace, ce qui peut entraîner l'appauvrissement des populations qui constituent ces concentrations. Pour toute information complémentaire sur les concentrations de poissons de récif en période de frai et sur leur gestion, veuillez consulter les bulletins d'information de la SCRFA disponibles à l'adresse suivante : http://www.scrfa.org/index.php/education-and-outreach/newsletter.html. N'hésitez pas à envoyer vos propositions d'articles pour le prochain bulletin. Veuillez m'écrire à l'adresse suivante : yjsadovy@hku.hk.

L'Initiative du Triangle de corail s'attaque à la réforme du commerce des poissons de récif vivants

Michael Abbey[2] *et Geoffrey Muldoon*[3]

Le Triangle de corail couvre 1,6 % de la superficie des océans, mais il abrite environ 76 % de toutes les espèces de coraux connues, 37 % de toutes les espèces de poissons de récifs coralliens connues, 33 % des récifs coralliens de la planète, la majeure partie des mangroves, et les zones de ponte et de croissance des juvéniles pour la plus grande pêcherie thonière du monde. Cent vingt millions de personnes subviennent directement à leurs besoins grâce à ces ressources. Afin de les protéger, les dirigeants des pays du Triangle de corail (ou «TC6») – l 'Indonésie, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, les Îles Salomon et Timor-Leste – ont signé en mai 2009 une déclaration commune, connue sous le nom de l'Initiative du Triangle de corail (ITC) sur les récifs coralliens, la pêche et la sécurité alimentaire.

Les pouvoirs publics américains, avec le soutien financier de l'Agence des États-Unis d'Amérique pour le

1. Society for the Conservation of Reef Fish Aggregations, et Faculté d'écologie et d'étude de la biodiversité, Université de Hong Kong, Chine. Courriel : yjsadovy@hku.hk
2. Office of International Affairs, National Marine Fisheries Service; 1315 East-West Highway, Room 12659, Silver Spring, MD 20910 USA. Courriel : michael.abbey@noaa.gov
3. Live Reef Fish Trade Strategy Leader, WWF Coral Triangle Program, Jalan Raya Petitenget No. 22, Seminyak, Bali 80235 Indonésie. Tél: +62-361-730185, Mobile: +62-811-380047. Courriel: geoffrey.muldoon@wwf.panda.org